

Comment naissent les guerres civiles

Partage international n° [458](#) - Octobre 2026

par Patricia Pitchon

compte rendu d'études

Les historien(ne)s Barbara Walter, aux États-Unis, et David Betz, en Grande-Bretagne, ont étudié les guerres civiles non pas à l'échelle de chaque pays pris isolément, mais en comparant différents pays sur une période de vingt ans, afin de déterminer s'il existait des tendances significatives permettant de comprendre comment et pourquoi les guerres civiles éclatent. Ils ont étudié des dictatures, des démocraties ainsi que des régimes se situant entre les deux, présentant à la fois certaines caractéristiques autoritaires et certaines caractéristiques démocratiques.

Une question les intriguait notamment : après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux pays sont devenus indépendants, mais, dans le même temps, beaucoup d'entre eux ont dû faire face à des guerres civiles, alors qu'il y en avait eu relativement peu auparavant. Leur étude a fait apparaître plusieurs caractéristiques communes importantes.

Bien qu'une tendance à la polarisation politique se soit manifestée, celle-ci, à elle seule, n'accroît pas le risque de guerre civile. Ce qui constitue un véritable danger, en revanche, c'est la perte de certaines formes de cohésion sociale, notamment lorsque des clivages ethniques, religieux ou géographiques deviennent déterminants. De même, lorsqu'un parti politique favorise ses propres électeurs et ses propres intérêts en créant des situations particulières ou en mettant en place des politiques qui excluent d'autres groupes, cela peut créer les conditions propices à une guerre civile.

Un facteur aggravant important apparaît lorsque deux groupes différents ont tous deux le sentiment d'être les seuls véritables héritiers de la nation. Barbara Walter cite notamment l'Irlande du Nord et l'Afrique du Sud. Il a fallu trente années de conflit aux protestants et aux catholiques d'Irlande du Nord pour parvenir à la paix. La division était religieuse ; les écoles et les quartiers étaient séparés, et la méfiance entre les deux groupes était réelle et

profonde. Après de nombreux efforts infructueux, un véritable dialogue a finalement pu s'instaurer, parce que les deux parties ont fini par accepter qu'il n'existait pas d'autre solution. La paix a alors pu être rétablie.

Dans les années 1980, alors qu'elle était encore étudiante, Barbara Walter fut interrogée sur le pays qui, selon elle, était le plus susceptible de connaître une guerre civile. Elle cita l'Afrique du Sud, en raison du régime d'apartheid instauré par le gouvernement de la minorité blanche afin de séparer les populations noires et blanches.

Sans surprise, la majorité noire manifesta pendant des années et eut recours à la violence, tandis que le gouvernement exerçait une répression brutale et faisait lui aussi usage de la violence. De nombreux pays exprimèrent leur désapprobation de l'apartheid, non seulement en protestant, mais aussi en boycottant les produits sud-africains. En Afrique du Sud même, des hommes d'affaires commencèrent à faire pression sur le gouvernement et à lui faire part de leurs inquiétudes quant aux effets néfastes de la situation sur les entreprises et, plus généralement, quant à l'image négative du pays à l'étranger. Ils avaient commencé à comprendre que la situation n'était plus tenable.

La situation semblait sans issue. Pourtant, comme le souligne Barbara Walter, le président de Klerk fit finalement quelque chose d'inattendu : il libéra Nelson Mandela, le dirigeant noir, après vingt-six années d'emprisonnement. Au lieu de la vengeance et du véritable bain de sang que tant de personnes redoutaient, un dialogue constructif s'instaura entre F. de Klerk et N. Mandela. La paix advint en Afrique du Sud parce que les deux dirigeants convinrent que mettre fin à l'apartheid et offrir enfin aux populations noires une voie vers l'avenir constituait la seule solution.

Une constatation assez surprenante est que, chaque année, moins de 4 % des pays réunissent les conditions susceptibles de conduire à une guerre civile. Cependant, lorsque les griefs ne sont pas pris en compte, ils ont tendance à réapparaître. Barbara Walter fut chargée par la Banque mondiale d'étudier ce qu'elle a appelé le « piège du conflit ».

Fait intéressant, les pays qui étaient parvenus à éviter une seconde guerre civile avaient amélioré la

qualité de leur gouvernance. Ils avaient instauré davantage de démocratie. Ainsi, lorsque la guerre civile du Mozambique prit fin en 1992, le pays passa d'un régime à parti unique à un système d'élections multipartites. Au Liberia, après la fin du conflit en 2003, les pouvoirs du président furent davantage encadrés et l'indépendance de la justice fut renforcée.

Selon B. Walter, lorsque les pays gagnent en transparence, limitent le pouvoir de l'exécutif et élargissent la participation politique, ils sont moins vulnérables aux flambées de violence. Ses recherches ont montré que « *la qualité de la gouvernance du pays était nettement plus importante que l'amélioration de l'économie* ». ¹

Le professeur David Betz travaille depuis de nombreuses années au Département des études sur la guerre du King's College de Londres. Plus récemment, il a commencé à s'intéresser davantage à la question des guerres civiles et a publié deux articles à ce sujet dans *Military Strategy Magazine* (voir les volumes 9 et 10). Ces articles s'adressaient principalement, explique-t-il, aux militaires ainsi qu'aux responsables politiques, même s'ils ont également commencé à attirer l'attention des journalistes et du grand public.

Au cours des dernières années, il s'est de plus en plus adressé au grand public, notamment à travers des entretiens lors d'événements culturels ou à l'occasion de manifestations similaires, ainsi que dans le cadre d'entretiens avec d'autres universitaires et des journalistes. Beaucoup de ces interventions sont désormais disponibles sur You Tube. Le sujet principal en est le risque de guerre civile et les conditions qui la rendent possible.

Le professeur Betz s'est principalement intéressé à la Grande-Bretagne, mais il souligne également que nombre de ces conditions sont présentes dans d'autres pays européens. Parmi celles-ci figure ce que les chercheurs appellent désormais le *déclin social*, c'est-à-dire la perte de statut, potentiellement permanente, d'un groupe ou d'une partie de la société, remplacé sur l'échelle sociale par un autre groupe qui bénéficie alors d'un accès privilégié à des possibilités qui ne lui étaient pas auparavant accessibles.

Une autre question importante est la perte de légitimité du gouvernement. Celle-ci se manifeste par une perte de confiance des citoyens, qui ont le sentiment que le contrat social, celui qui permet d'établir la confiance et la cohésion au sein d'une société, n'est plus respecté. Trop d'engagements et

de promesses n'ont probablement pas été tenus. Dans cette situation, les citoyens ont le sentiment de ne pas être vus ni entendus. Cela crée une fracture entre les élites et les citoyens ordinaires, fracture qui semble s'être accentuée au cours des dernières années. Les effets de telles situations ont régulièrement été sous-estimés.

Le professeur Betz souligne dans plusieurs entretiens que certaines élites ont le sentiment d'avoir échoué dans leur rôle de garantes de la société. Ceux qui pourraient prendre la parole ne le font pas, parce qu'ils pensent qu'ils seront sanctionnés plutôt que protégés.

Un autre problème est la réticence à voter, en particulier, semble-t-il, chez les jeunes. Il s'agit d'un signe évident de désaffection.

Il existe actuellement le sentiment que la police applique une justice à deux vitesses, autrement dit qu'un groupe est traité plus équitablement que d'autres. Cette perception contribue notamment aux tensions ethniques. Les médias font régulièrement état de différents épisodes qui ont suscité la controverse, mais je n'ai pas encore vu ni lu d'analyse détaillée de cette question en Grande-Bretagne. On pourrait espérer qu'une telle analyse soit approfondie, impartiale et accessible au public.

Lors d'un entretien avec Andrew Gold, le professeur Betz a été interrogé sur la possibilité d'une guerre civile entre musulmans et chrétiens. Il a répondu que non, pas sous cette forme. Selon lui, il s'agit de quelque chose de complexe, de désordonné, qui s'est développé progressivement.

Deux dynamiques sont à l'œuvre, toutes deux présentes et devant être comprises et prises en compte. La première concerne les tensions ethniques, qui peuvent prendre différentes formes. La seconde est le fossé grandissant entre les élites - c'est-à-dire les personnes occupant des positions de pouvoir - et le reste de la population. Il est nécessaire d'identifier les causes des tensions, mais aussi de comprendre la manière dont elles interagissent.

J'ajouterais que l'un des plus grands dangers pour les personnes qui occupent des positions de pouvoir est de rester déconnectées de celles qu'elles sont censées servir.

1. Cela pourrait-il constituer une citation utile ?
P. Welch

Auteur : Patricia Pitchon, autrefois journaliste au

quotidien colombien El Tiempo. Aujourd'hui basée à Londres, elle est journaliste indépendante. Egale­ment psychothérapeute, elle travaille avec les

réfugiés.

Thématiques : [Société](#)

Rubrique : Divers